

DANS L'ACTUALITE du 16 au 18 juin 2015

Textes officiels

JORF n° 0138 du 17 juin 2015

Le présent décret refond le barème du prélèvement progressif sur le produit des jeux de casinos et reporte la date limite de paiement mensuel des prélèvements dus par les casinos bénéficiant d'une autorisation temporaire d'ouvrir au public des locaux où sont pratiqués certains jeux de hasard

[Décret n° 2015-669 du 15 juin 2015 relatif aux prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos](#)

Modification du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

[Arrêté du 28 mai 2015 portant modification du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public](#)

Projet de loi

Projet de loi pour la croissance et l'activité : responsabilité du Gouvernement et motion de censure

Jeudi 18 juin à 16h, l'Assemblée discute puis vote sur la motion de censure déposée par Christian Jacob, Philippe Vigier et 146 autres membres de l'Assemblée nationale suite à l'engagement par le Premier ministre, mardi 16 juin, de la responsabilité du Gouvernement sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

[Texte sur lequel le Gouvernement engage sa responsabilité en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution](#)

[Une motion de censure a été déposée, en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, le 16 juin 2015 par 148 députés.](#)

Jurisprudence

Illégalité de la mesure de résiliation, suspension de celle-ci et injonction de reprendre les relations contractuelles

[CE 17 juin 2015 commune d'Aix-en-Provence, req. n° 388433](#)

Absence de suspension de la mesure de résiliation, même illégale, du contrat et d'injonction de reprendre les relations contractuelles en cas de doute sérieux sur la légalité dudit contrat

[CE 17 juin 2015 société Les Moulins, req. n° 389044](#)

Recevabilité du référé contractuel lorsque le délai de suspension de la signature indiqué aux concurrents évincés est inférieur au délai minimum, alors même que le contrat aurait été finalement signé dans le respect de ce délai minimum

[CE 17 juin 2015 société Proxiserve, req. n° 388457](#)

Possibilité de se prévaloir devant le juge du référé précontractuel de l'insuffisance des capacités du candidat dès lors que celles-ci ont été examinées, même si ce motif de rejet n'avait pas été communiqué

[CE 17 juin 2015 commune de Montpellier, req. n° 388596](#)

Le titulaire d'un marché public doit répondre des fautes commises par son sous-traitant

[CAA Versailles 11 juin 2015 société ASTEN SA, req. n° 13VE00587](#)

Référé-instruction : appréciation de l'utilité

[CAA Nantes 2 juin 2015 chambre de commerce et d'industrie territoriale centre et sud Manche \(CCICSM\), req. n° 14NT02760](#)

Contentieux d'un permis de construire : qualification d'espace urbanisé

[CAA Marseille 4 mai 2015 commune de Fréjus, req. n° 13MA03475](#)

Réponses ministérielles

Question écrite Sénat n° 13633 du 4 juin 2015 - [Possibilité pour un établissement public de coopération intercommunale d'octroyer des aides aux exploitants d'établissements de spectacles cinématographiques](#)

Question écrite Sénat n° 12189 du 4 juin 2015 - [Réforme territoriale : devenir de la construction des véloroutes et voies vertes](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Critères et méthode de notation : Bertrand Da Costa fait le point

[Bertrand Da Costa, rapporteur à la 7ème sous-section du conseil d'Etat, a livré son point de vue personnel sur l'état de la jurisprudence en matière de critères de sélection des candidatures et d'attribution des offres, à l'occasion d'une journée organisée par achatpublic.com.](#)

Source : achatpublic.info du 18/06/2015

Grand Paris : les 5 propositions de l'Unicem pour une commande publique responsable

[A l'occasion des 2e Assises de l'économie circulaire, les 16 et 17 juin, l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction \(Unicem\) s'est exprimée sur la prise en compte des besoins en ressources dans le projet du Grand Paris.](#)

Source : le Moniteur du 17/06/2015

Urbanisme

Rénovation de La Samaritaine: le Conseil d'Etat se prononce vendredi

[La décision de la plus haute juridiction administrative est très attendue. L'avenir du chantier de rénovation la Samaritaine, suspendu depuis des mois, en dépend.](#)

Source : le Moniteur du 18/06/2015

La mobilisation contre le projet de « Central Park » à la Courneuve s'amplifie

[Une pétition exigeant le retrait de « Central Park » du Grand Paris, un ambitieux projet de logements qui va empiéter sur le parc Georges-Valbon à La Courneuve \(Seine-Saint-Denis\), a recueilli plus de 10.000 signatures, ont annoncé mercredi 17 juin ses initiateurs.](#)

Source : le Moniteur du 17/06/2015

Ordonnance accessibilité : Le Collectif pour une France accessible pose ses conditions aux députés

[Les députés doivent examiner en séance publique le 2 juillet prochain le projet de loi de ratification de l'ordonnance du 26 septembre 2014 sur l'accessibilité. Dans un texte revendicatif, le Collectif pour une France accessible leur demande de ne pas ratifier le texte en l'état et détaille point par point ses exigences pour que l'accessibilité notamment dans les établissements recevant du public, devienne réalité.](#)

Source : le Moniteur du 17/06/2015

Communication et élections : le Conseil d'Etat résume toute sa jurisprudence dans un arrêt

[Dans un arrêt du 8 juin 2015, le Conseil d'Etat valide le déroulement des élections des conseillers municipaux et des conseillers communautaires de la ville de Saint-Raphaël \(Var, 35.000 habitants\), les 23 et 30 mars 2014.](#)

Source : localtis.info du 16/06/2015

Environnement

Un deuxième appel à projets "territoires zéro déchet, zéro gaspillage"

[Comme la ministre de l'Ecologie l'avait annoncé début avril \(lire ci-contre notre article du 7 avril 2015\), un deuxième appel à projets "territoires zéro déchet zéro gaspillage" a été lancé le 17 juin.](#)

Source : localtis.info du 18/06/2015

Rénovation énergétique : l'Ile-de-France cherche des arguments

[Avec son parc immobilier vieillissant, l'Ile-de-France aurait besoin d'une large rénovation énergétique. Toutefois, plusieurs facteurs freinent encore ce mouvement. Une journée d'information organisée par le CAUE 92 le 16 juin dressait un état des lieux de ce chantier désirable, mais qui peine à démarrer.](#)

Source : le Moniteur du 17/06/2015

Notre-Dame-des-Landes: la justice va examiner le bien-fondé environnemental du projet d'aéroport

[L'audience de la justice administrative sur le volet environnemental du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes \(Loire-Atlantique\), qui se tiendra le 18 juin, est très attendue à la fois par les partisans et les opposants au transfert de l'actuelle aérogare de Nantes en plein bocage.](#)

Source : le Moniteur du 16/06/2015

Collectivités territoriales

Grand Paris, intercommunalités : les députés rétablissent leur texte en commission des lois

[Examinant le projet de loi Notre en commission des lois le 16 juin, les députés ont rétabli en seconde lecture nombre de dispositions retoquées par les sénateurs. Parmi elles, le retour de l'entrée en vigueur du Grand Paris en 2016 et un seuil de 20 000 habitants pour les EPCI.](#)

Source : le Courrier des maires du 18/06/2015

La Ville de Lyon projette 600 millions d'investissements sur le mandat

[La programmation pluriannuelle d'investissements de la Ville de Lyon fait la part belle aux projets d'aménagement et d'habitat.](#)

Source : le Moniteur du 17/06/2015

Transport

Loi répartissant les charges liées aux ouvrages d'art de rétablissement des voies : l'application tarde

Interpellé en séance publique au Sénat, le secrétaire d'Etat chargé des Transports, Alain Vidalies, est revenu sur le parcours laborieux du projet de décret d'application de la loi du 7 juillet 2014. Celle-ci vise à organiser le partage des coûts d'entretien, de réfection, voire de renouvellement des ouvrages d'art destinés à assurer, en cas de travaux, la continuité d'une voie appartenant à une collectivité territoriale.

Source : le Moniteur du 17/06/2015

En Paca, la construction d'un système ferroviaire performant va coûter 17 milliards d'euros

A cause de tergiversations et de blocages de tous ordres, la région Paca n'a jamais pu donner une suite à l'arrivée du TGV Méditerranée à Marseille en 2001. Aujourd'hui, le projet de «ligne nouvelle Provence-Côte d'Azur» combine grande vitesse et desserte renforcée des agglomérations. La «priorité 1» pourrait être à l'enquête publique en 2017.

Source : le Moniteur du 17/06/2015

Presse

Centres commerciaux : les recettes pour passer la crise

Déjà quinquina, les centres commerciaux se cherchent une nouvelle jeunesse. Les plus grands et les « retail parks » cuisinent avec les mêmes ingrédients.

Source : les Echos du 18/06/2015

Centres commerciaux : créer du flux à tout prix

Comment offrir à ses clients mieux que ce qu'ils trouvent en ligne ? Une expérience, des sensations. Les exploitants de centres commerciaux font la course à l'inédit, sans lésiner sur les investissements.

Source : les Echos du 17/06/2015

Loi Macron : pourquoi la motion de censure a très peu de chances de passer

Quatre mois après l'échec d'une première motion de censure, le 19 février, lors du vote de la loi Macron en première lecture à l'Assemblée nationale Manuel Valls a de nouveau engagé la responsabilité du gouvernement, mardi 16 juin.

Source : le Monde du 18/06/2015

La loi Macron n'est qu'un début...

Pour la deuxième fois, le gouvernement a engagé hier sa responsabilité et utilisé l'article 49-3 pour faire passer la loi Macron. A-t-il eu raison d'utiliser une telle arme pour un texte qui n'est « pas la loi du siècle », selon les propres termes du Président ?

Source : les Echos du 17/06/2015

Loi Macron : plusieurs mesures effectives dès cet été

Emmanuel Macron promet des mesures en œuvre dès promulgation de sa loi. - AFP
Plusieurs mesures de la loi pour l'activité et la croissance, dont certaines relatives au travail du dimanche, celles sur le transport par autocar ou des dispositions fiscales, seront mises en œuvre dès promulgation.

Source : les Echos du 16/06/2015